LES ÉCONOMISTES ATTERRÉS

CHANGER D'AVENIR

RÉINVENTER LE TRAVAIL ET LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

> LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Cet ouvrage a été coordonné par

Mireille Bruyère, Benjamin Coriat Nathalie Coutinet et Jean-Marie Harribey

Ont également contribué à cet ouvrage :

Philippe Abecassis, Tristan Auvray, Federico Bassi, Mathieu Beraud, Eric Berr, Ali Douai, Sabina Issehane, Philippe Légé, Matthieu Montalban, Anne Musso, Fabienne Orsi

ISBN: 979-10-209-0493-5

© Les Liens qui Libèrent, 2017

Table

Introduction	7
PREMIÈRE PARTIE	
Un Nouveau Monde	15
Chapitre 1. Une nouvelle phase	19
1. Le capitalisme est-il entré dans une «stagnation séculaire»?	20
2. La désindustrialisation en marche,	28
3. I:ère de l'anthropocène et de la soutenabilité: penser les limites 4. La nature prise en otage par le capital	44 50
Chapitre 2. Nouveaux défis	57
1. Les «GAFA» et le défi posé par les nouveaux maîtres de l'information	58
2. Le néo-management ou l'âge du contrôle rapproché: mutations dans	
l'exercice de la relation de subordination	66
3. Uber et les nouveaux modèles de prédation	78
4. L'assurance chômage et les mutations de l'emploi	90
5. Propriété publique et biens publics à l'aune des communs : une reconquête	00
est-elle possible?	99
DEUXIÈME PARTIE	
Construire de nouvelles solidarités	117
Chapitre 3. L'avenir du travail	121
1. La fin du travail n'est pas pour demain	123
2. Un revenu de base inconditionnel est-il souhaitable?	126
3. Rouvrir la question de la réduction de la durée du travail	141
4. Revitaliser la coopération pour donner corps à la promesse du commun	152
5. Les CAB: vers des mutuelles de travail?	173
6. À travers un nouveau droit commun du travail, étendre et renouveler	
la protection sociale	181
Chapitre 4. Renouer avec l'investissement public, assurer la transition écologique	197
1.L'investissement public indispensable	197
2. Relancer la politique industrielle: quelques principes pour une refondation	202
3.Le financement de la transitionécologique	220
Conclusion	231

Introduction

Changer d'avenir. N'est-ce pas un projet bien ambitieux ou un propos présomptueux ? Ce serait le cas si la France, l'Europe, le monde entier, n'étaient pas confrontés à une situation qui se détériore de jour en jour et de plus en plus rapidement. La cause en est évidemment la quasi-récession qui a suivi la crise financière de 2007-2008 et qui dure encore près de dix après, notamment à cause d'un acharnement dans les politiques néolibérales qui servent davantage les intérêts financiers que l'intérêt général. Mais, plus profondément, les désastres économiques, sociaux et écologiques auxquels nous assistons viennent de plus loin. Ils sont la conséquence de la logique qui s'est imposée de façon brutale au fur et à mesure que les transformations du capitalisme ont entraîné, depuis plusieurs décennies, la planète entière dans un modèle social et écologique insoutenable. Bouleversements des systèmes sociaux et insoutenabilité du productivisme dévastateur sont la trame de la crise systémique qui sévit partout.

La France est au milieu de ce chaos et, comme la plupart des pays, elle est engagée sur une trajectoire délétère. Pour deux raisons au moins. D'abord, elle reste prisonnière d'un modèle productiviste qui empêche de penser une transition vers une société où la croissance économique – et surtout n'importe quelle croissance – ne serait pas le but ultime. Ensuite, et on pourrait y voir un paradoxe par rapport au but affiché, les gouvernements successifs se sont obstinés à mener des politiques d'austérité à contre-emploi, c'est bien le cas de le dire. En particulier, en France, le quinquennat à la poursuite de « l'inversion de la courbe du chômage » s'achève par quelque 600 000 chômeurs supplémentaires, portant le total à plus de 6 millions, pendant que 8,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Certes, la pauvreté a un peu moins augmenté en France que dans d'autres pays. Mais c'est parce que notre pays a conservé un système de protection sociale de bon niveau et des services publics qui, malgré leurs imperfections, ont joué un rôle d'amortisseur. À l'horizon, le programme d'une droite, qui se dit elle-même « décomplexée », ne laisse pas d'inquiéter parce qu'il promet justement de s'attaquer à l'assurance maladie, à la retraite et de réduire drastiquement la fonction publique.

Les Économistes atterrés se sont toujours fixé comme objectif de porter une critique précise et approfondie de ces politiques néolibérales. Elles témoignent au mieux de l'incapacité des classes dominantes à comprendre la nature de la crise, au pire de leur cynisme pour maintenir coûte que coûte la concentration des richesses et des pouvoirs en leurs mains. L'enfermement des politiques budgétaires dans la plus stricte orthodoxie, la perte de maîtrise de la politique monétaire, l'austérité salariale et l'absence de toute politique tournée vers la reconversion industrielle et agricole expliquent l'impasse dans laquelle nous sommes acculés.¹

Le temps est donc venu de proposer de faire un *pas de côté* par rapport aux programmes en faillite (l'austérité), aux recettes éculées (la croissance à tout prix) et aux mythes trompeurs (la finance stable et régulatrice). Ce nouveau livre présente comment ce *pas de côté* pourrait être esquissé dans quatre directions, qui constituent autant de questions que la société doit prendre à bras-le-corps, et que les économistes feraient bien de ne plus ignorer.

La première question porte sur le point de bascule auquel le productivisme effréné a conduit : la crise écologique qui atteint maintenant un point critique signifie-t-elle que la Terre est entrée dans une nouvelle ère géologique que les scientifiques appellent anthropocène, parce qu'elle serait due à l'impact des activités humaines ? Le débat est ouvert, et, si cette nouvelle donne était avérée, elle pourrait contribuer à accréditer l'hypothèse d'une stagnation séculaire du capitalisme. Pour l'heure, cela reste à l'état d'hypothèse, mais la fin de la croissance forte pourrait être une bonne nouvelle. À condition de saisir cette opportunité pour engager des bifurcations concernant nos manières de produire, de consommer, et donc finalement de faire société en inventant de nouveaux rapports sociaux.

Une révolution technique est en cours autour du numérique et de la robotisation. Le doute est permis quant à savoir si elle entraînera des gains de productivité importants. Mais ce qui frappe à l'heure actuelle, c'est le bousculement permanent de la division internationale du travail sous l'impact de la circulation sans entraves des capitaux. La France est donc touchée par une désindustrialisation massive qui pénalise cruellement beaucoup de ses territoires. « Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés », écrivait La Fontaine. En effet, les nouveaux maîtres de l'information, des données et des connaissances que sont les « GAFA » (Google, Apple, Facebook, Amazon) sont en capacité d'influer sur la marche du monde, sur le type d'investissements auxquels est donnée la priorité et sur les nouvelles manières de travailler. L'ubérisation va-t-elle prendre de l'ampleur et condamner les salariés à la précarité ? Cela n'a rien d'inexorable, surtout si, comme cela est commencé, on parvient à utiliser le numérique pour développer des formes nouvelles de coopération et d'agir en commun. Et si

¹ Plusieurs livres des Économistes atterrés ont déjà proposé un diagnostic et des perspectives : *Changer d'économie! Nos propositions pour 2012*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2012 ; *Changer l'Europe!*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 ; *Nouveau Manifeste*, *15 chantiers pour une autre économie*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2015.

l'économie sociale et solidaire et le mouvement des biens communs se montrent capables ensemble d'inventer d'autres manières de produire et d'autres organisations du travail dont le profit n'est pas la fin exclusive.

La dégradation sociale provoquée par les nouveaux modes de management du travail imposés par le capitalisme financier et les multiples atteintes aux droits sociaux, notamment en France avec la loi « travail » El Khomri, obligent à repenser le travail, à le réinventer en quelque sorte. La dépossession de ses finalités subie par les travailleurs et les exigences de rentabilité se traduisent en effet par une véritable crise du travail. Pour autant, la précarisation, le travail intérimaire, la multiplication des contrats à durée déterminée, souvent à partir de contrats de durée de plus en plus courte, le développement des travailleurs « indépendants » des autoentrepreneurs et autres micro-entrepreneurs, sont-ils-inéluctables ? Cette « zone grise de l'emploi » qui ne cesse de s'étendre est-elle une fatalité ? Nous ne le pensons pas. La troisième direction de ce livre ouvre une discussion sur la mise en place d'une alternative entre, d'un côté, un revenu d'existence universel et inconditionnel, et, de l'autre, un nouveau droit commun du travail, en faveur des salariés mais aussi des non-salariés, qui accompagnerait une réduction générale de la durée du travail accomplie au sein d'un modèle productif post-productiviste.

La quatrième direction explorée dans ce livre concerne le rapport entre l'État et l'ensemble de la société. Face à l'offensive néolibérale dont le projet est de libéraliser au maximum, d'étendre sans cesse le champ de la propriété privée à de nouveaux domaines de l'activité et de la créativité humaine (jusqu'aux connaissances, à la nature et au vivant), l'action publique doit être réhabilitée. Ce faisant, il ne s'agit pas de construire l'État omniscient et omnipotent, mais d'organiser la cohérence de l'action publique avec les infléchissements voulus de l'appareil productif, notamment grâce à une politique industrielle repensée. Cette action publique reste aussi indispensable pour garantir à tous les citoyens l'accès aux services fondamentaux, notamment la santé, l'éducation, la culture, et pour cela l'investissement public est une priorité. L'aide publique à la transition énergétique en est une autre. Il s'agit là de la réaffirmation avec force de priorités déjà anciennes et au moins partiellement accomplies. Mais ce n'est plus suffisant, l'enjeu aujourd'hui doit se situer plus loin encore : le mouvement en faveur des biens communs et de la gestion en commun est l'occasion de redéfinir la « chose publique » en allant au-delà du simple statut de la propriété publique, trop souvent ramenée dans le passé à la propriété de l'État.

Ces quatre directions que nous envisageons se fondent une autre conception de la démocratie, aussi gravement atteinte aujourd'hui que le travail, les droits, l'écologie, etc. Le pari est que si nous empruntons résolument les quatre orientations nouvelles que nous préconisons, *la bifurcation amorcée* créera les conditions pour que les citoyens soient en capacité de se réapproprier cette « chose publique », notre bien le plus précieux et qui n'est que le nom de l'intérêt général de tous.

Dans ce contexte de crise et d'échec des politiques néolibérales qui ont été menées, de multiples questions naissent pour dessiner des voies alternatives et porteuses d'avenir. Si l'on dit questions, c'est parce qu'aucune réponse ne s'impose encore avec certitude. Beaucoup font l'objet de débats, tant au sein des experts proches des pouvoirs établis, que parmi ceux qui sont critiques, ainsi que chez les citoyens engagés et dans la population en général. Il en est ainsi également au sein du collectif des Économistes atterrés, pluraliste par nature, et dans lequel les voies alternatives au néolibéralisme et au productivisme sont l'objet d'une élaboration permanente et donc de discussions très nourries. Fruit de ces discussions, le présent livre n'engage toutefois que ses auteurs.

À l'aube d'une année électorale en France, nous ne nous résignons pas à voir le débat politique confisqué par une vraie droite néolibérale et une fausse gauche social-libérale. L'avenir promis par ces deux visions, bien plus voisines qu'elles ne s'opposent, serait dramatique. C'est la raison pour laquelle notre proposition de « changer d'avenir » en créant les conditions d'une bifurcation de trajectoire n'a rien de présomptueux, et ne relève pas d'une ambition démesurée. Elle indique au contraire une voie réaliste. Nous essaierons de le montrer dans les quatre chapitres qui composent ce live et qui sont regroupés en deux parties. La première décrira le nouveau monde dans lequel nous sommes : une nouvelle phase s'est ouverte (chapitre 1) et de nouveaux défis sont à relever (chapitre 2). La seconde partie portera sur la refondation de la solidarité : quel avenir pour le travail ? (chapitre 3) et comment assurer l'investissement public pour réussir la reconversion industrielle et la transition écologique ? (chapitre 4).